



**TYPHANIE AFSCHRIFT**  
PROFESSEURE  
ORDINAIRE À L'ULB

## Europe: encore et toujours des impôts

L'Union européenne est le lieu sur la planète où les revenus des habitants sont soumis aux impôts et autres charges les plus élevés du monde. La chancelière allemande Angela Merkel l'avait regretté dans une tirade restée célèbre, mais n'a rien fait pour modifier cette situation.

**Au contraire, les dirigeants européens** ne cessent d'aggraver celle-ci, et en viennent petit à petit à considérer que leur doctrine "*big government, high taxes*" devrait être une norme au niveau mondial. On l'a encore vu récemment avec une résolution du Parlement européen du 10 mai dernier. Ce n'est certes qu'une résolution, sans valeur juridique, mais elle montre bien l'objectif que l'on souhaite atteindre. La résolution insiste pour que l'Union soit pourvue aussi tôt que possible de "ressources propres" plus importantes.

**On sait que, depuis l'origine,** l'Union européenne est financée essentiellement par des contributions des Etats membres. Il avait été envisagé, dès le départ, de tenter d'aboutir à un système où une part significative de ces contributions des Etats membres serait "remplacée" par des ressources propres.

**A bien lire la résolution du Parlement,** ce n'est plus tout à fait de cela dont on parle aujourd'hui. En effet, l'institution se soucie, comme c'est malheureusement toujours le cas de nos hommes et femmes politiques, exclusivement des recettes de l'Union, sans rien recommander à propos des dépenses. En clair, il s'agit d'augmenter les recettes, sans toucher au train de vie des institutions européennes et à leur rôle de plus en plus pesant sur l'économie et la vie des gens.

**Il n'est donc pas question, dans cette résolution,** de "remplacer" les contributions des Etats par des ressources propres, mais purement et simplement de créer des ressources propres (en fait: des impôts) supplémentaires et de les ajouter aux contributions des Etats membres. Comme personne ne demande à ceux-ci de réduire leur niveau de taxation (on sait bien qu'ils font exactement l'inverse), le résultat sera une charge supplémentaire pour les contribuables européens, qui figurent déjà parmi ceux qui paient le plus.

**On remarquera en particulier** une volonté de créer des droits d'entrée (en fait: des droits de douane) sur les marchandises fabriquées avec un coût de main-d'œuvre insuffisant aux yeux de nos parlementaires. La résolution qualifie le recours à une main-d'œuvre trop bon marché de "concurrence déloyale" et souhaite taxer les produits provenant d'un tel processus de fabrication.

**C'est montrer, une fois de plus,** que pour ces législateurs, la norme européenne du "travail qui coûte cher" (qui rapporte peu aux travailleurs mais beaucoup aux Etats et aux organismes de sécurité sociale) est une espèce de dogme universel. Pourtant, si une telle taxe était établie, les premiers qui en supporteraient les conséquences ne seraient pas les producteurs étrangers traités de mauvais employeurs, mais tout simplement les consommateurs européens, qui paieraient beaucoup plus cher un certain nombre de produits fabriqués ailleurs, puisqu'évidemment la taxe serait inévitablement répercutée sur eux.



**Ce qui coûte dans le Parlement européen, c'est finalement beaucoup plus les mauvaises idées que le comportement critiquable voire délictuel de certains élus...**

**Ou alors on réussira, sans doute** dans une faible mesure, à leur vendre des produits européens, évidemment au moins aussi chers, ce qui créera peut-être quelques emplois en Europe mais réduira à la famine les travailleurs étrangers dont on souhaitait mettre fin à "l'exploitation". Ce qui coûte dans le Parlement européen, c'est finalement beaucoup plus les mauvaises idées que le comportement critiquable voire délictuel de certains élus... **1**